

LETTRE D'INFORMATION

Numéro 3

MARS 2025

14^{ème} année

Avantages des versements anticipés

Source : SPF Finances

Majoration d'impôt comme principe pour les indépendants, les professions libérales et les sociétés

Taux : 6,75 %

Première échéance 10/04/2025

Majoration

Les bénéfices, profits et rémunérations des dirigeants d'entreprise et les revenus des conjoints aidants sont (sauf exceptions) sujets à une majoration d'impôt. Ce pourcentage est calculé sur 106 % des rémunérations susceptibles d'être majorées, la majoration n'étant prise en considération qu'à concurrence de 90 %. Cette disposition n'est pas applicable aux sociétés.

Le taux de la majoration pour l'exercice d'imposition **2026 (revenus 2025)**, est ramené à **6,75 %** contre **9 %** pour les **revenus 2024**.

Exceptions

Aucune majoration n'est due pour les indépendants qui s'établissent pour la première fois en 2023, 2024 ou 2025 dans une profession indépendante principale.

Les sociétés qui, sur base du Code des Sociétés et Associations, sont considérées comme petites sociétés, ne subissent aucune majoration sur l'impôt qui se rapporte aux trois premiers exercices comptables à partir de leur constitution.

Aucune majoration n'est due quand son montant n'atteint pas 0,50 % de l'impôt qui sert de base à son calcul ou 100,00 €.

Cette exception n'est toutefois pas applicable aux sociétés.

Bonification

Cette majoration d'impôt peut être évitée en procédant à des versements anticipés trimestriels suffisants.

Pour l'exercice d'imposition 2026, l'avantage lié à ces versements anticipés trimestriels est la somme des produits suivants :

V.A. du trimestre 1 (au plus tard le 10 avril 2025)	9 %
V.A. du trimestre 2 (au plus tard le 10 juillet 2025)	7,5 %
V.A. du trimestre 3 (au plus tard le 10 octobre 2025)	6 %
V.A. du trimestre 4 (au plus tard le 22 décembre 2025)	4,5 %

La moyenne de ces pourcentages correspond au taux de la majoration d'impôt pour l'exercice d'imposition 2026, soit **6,75 %**.

Limitation

L'octroi de la « bonification » ne sert qu'à réduire ou annuler le montant de la majoration. En cas de versements anticipés excédentaires, aucune « bonification » ne sera attribuée à cet excédent.

Dirigeants d'entreprise attention !

Le fait d'effectuer des versements anticipés ne vous dispense pas de l'obligation de faire retenir le **précompte professionnel** légalement dû sur votre rémunération.

Vous n'avez donc pas le choix entre effectuer des versements anticipés ou faire retenir le précompte professionnel.



TABLE DES MATIERES

Page 1

Avantages des versements anticipés

Pages 2 et 3

Calamité naturelle

Page 3

Horaire d'été

Page 4

Contrôles ECOCHEQUES

DATES IMPORTANTES

- Pour le 5 mars : paiement de la provision ONSS.
- Pour le 20 : paiement de la TVA pour les assujettis mensuels et de l'éventuel acompte pour les assujettis trimestriels
- Pour le 15 mars : paiement du précompte professionnel pour les déclarants mensuels.

INDICE DE JANVIER 2025

BASE	INDICE SANTE
2013	135,79
2004	163,99
1996	186,58

BE61 6792 0022 9117

SPF Finances – AGPR Versements Anticipés

Avenue du Prince de Liège 133 Bte 292 – 5100 Jambes

Calamité naturelle

Sources : RW, Lex4you, aKT



INONDATIONS 2021 Mesures exceptionnelles pour les employeurs wallons sinistrés

De quoi s'agit-il ?

Depuis le 1^{er} août 2021, les employeurs touchés par une calamité naturelle peuvent, sous certaines conditions, bénéficier d'une mesure fiscalement avantageuse.

En réponse aux inondations en Wallonie, la loi du 26 décembre 2022 a en effet instauré **une dispense partielle de versement de précompte professionnel** pour les employeurs victimes d'une calamité naturelle. Cette mesure a pour objectif d'aider les employeurs à maintenir le nombre de postes de travail lorsque de telles situations se présentent.

À combien s'élève l'avantage ?

L'avantage consiste en une dispense partielle de versement du **précompte professionnel de 30 %** sur les rémunérations des travailleurs qui sont occupés dans un **établissement ayant subi un dommage**. Ce montant ne doit pas être versé au fisc pour autant qu'il ne dépasse pas un **montant maximum** déterminé.

La dispense porte sur les rémunérations pour **les prestations fournies dans le cours d'une période de 40 mois qui débute à partir du mois qui suit le mois au cours duquel la calamité naturelle a eu lieu**.

Ces rémunérations doivent en outre avoir été payées et attribuées au plus tard au cours du 47^{ème} mois qui suit le mois au cours duquel la calamité a eu lieu.

Pas d'application automatique

L'application de cette dispense fiscale nécessite en effet de suivre une **procédure lourde**.

- **À la demande de la région**, le SPF Finances peut ainsi permettre à un employeur de conserver une partie du précompte professionnel retenu sur le salaire des travailleurs occupés dans un établissement ayant subi un dommage suite à une calamité naturelle.
- En cas de réponse positive du **Ministre des Finances**, ce dernier conclut un **accord de coopération avec la région concernée**.
- La catastrophe naturelle fait alors l'objet d'un arrêté royal. **Cet arrêté royal est nécessaire pour ouvrir le droit à la dispense relative à cette catastrophe naturelle**.

Or, si le cadre légal avait été défini, il n'existait pas jusqu'alors d'arrêté royal pour les inondations de 2021 en Wallonie. Par conséquent, la dispense ne pouvait pas encore être appliquée.

Calamité naturelle

Sources : RW, Lex4you, aKT

Première application de la dispense

Les inondations survenues entre le 14 et le 16 juillet 2021 et le 24 juillet 2021 font désormais l'objet d'un arrêté royal, publié au Moniteur belge fin 2024.

Elles sont ainsi ajoutées au champ d'application de la dispense fiscale pour les employeurs touchés par une calamité naturelle.

Concrètement, cela signifie que les employeurs qui ont subi un dommage en conséquence de ces inondations vont pouvoir demander l'application de la dispense de versement de précompte professionnel.

Les entreprises sinistrées pourront obtenir une exonération de 30% du précompte professionnel sur les salaires des travailleurs dans les unités touchées, **plafonnée à 25% du coût net des dommages après déduction des aides reçues.**

Demande

Si vous souhaitez bénéficier de cette dispense, vous devez au préalable introduire une demande auprès du SPF Finances.

Les dossiers devront être déposés au plus tard le 11 avril 2025.

Un formulaire en ligne sera bientôt disponible ainsi qu'une procédure spécifique pour le calcul des pertes de revenus.

Compte tenu des délais serrés, **il est vivement recommandé d'anticiper dès maintenant la constitution de votre dossier**, en contactant votre secrétariat social.



Horaire d'été Dimanche 30 mars



Contrôles ECOCHÈQUES

Sources : UCM, VIA

C'est l'une des stars du package salarial, avec son grand frère le chèque repas.

Introduit en 2009, l'écochèque s'impose aujourd'hui comme l'avantage extralégal visant à orienter la consommation verte et... vers, donc, des produits et services ayant une valeur écologique ajoutée.

Champ d'action très vaste.

Des panneaux photovoltaïques à tout ce qui a trait à l'isolation de la maison, du vélo aux fleurs et outils de jardinage, de la télévision au frigo, en fonction de son label... Écotourisme, circuit court, produits bio ou issus de la pêche durable, jouets, cosmétiques, sapin de Noël et vêtements peuvent également en bénéficier. (Liste complète sur myecocheques.be).

Contrôles

Pour s'assurer de la bonne utilisation de cet avantage exonéré de cotisations sociales et d'impôt, la Voucher Issuers Association (VIA), anciennement connue sous le nom d'Association Professionnelle des Émetteurs de Titres Repas (APETR), va réaliser de nouveaux contrôles indépendants en ce début d'année.

À la demande du Conseil National du Travail, cette nouvelle campagne de contrôle après celles menées en 2011 et 2018 vise à garantir que les commerces affiliés respectent bien les critères écologiques requis pour l'acceptation des écochèques. En substance, qu'ils sont bien utilisés pour valider des achats de produits ou services compris dans la vaste verte liste.

Mars et Mai

Les contrôles susmentionnés seront réalisés en deux phases par un organisme indépendant.

Ils seront anonymes et ne concerneront pas les travailleurs individuellement.

Toutefois, les commerçants qui ne respecteraient pas les règles s'exposent à une exclusion du réseau des écochèques.

En mars, une première série de contrôles sera effectuée.

Si aucune irrégularité n'est constatée, l'établissement concerné recevra une confirmation officielle et ne sera plus contrôlé. En cas d'infraction, une notification officielle sera envoyée et, en fonction, le siège social du groupe de distribution concerné en sera également informé.

Viendra ensuite un second contrôle, en mai.

Si aucune amélioration n'est constatée, l'établissement concerné sera retiré du réseau d'acceptation jusqu'à ce qu'il puisse démontrer aux émetteurs qu'il a pris les mesures nécessaires pour infléchir la situation.

